

<http://ugtg.org/spip.php?article1725>



Travayè é Pèyizan : Marigalant Ka montré chimen la !

- Actualité -



Date de mise en ligne vendredi 24 février 2012

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Bayalé : Marigalant Ka montré chimen la !

(En avant, Marie-Galante, montre la voie !)

Depuis plus de 2 mois, travailleurs, jeunes, retraités, chômeurs, à l'appel de leurs syndicats, de leurs associations, regroupés au sein du Collectif « Marie-Galante Péyi doubout » (Marie-Galante, un pays droit dans ses bottes), sont mobilisés pour refuser, au nom de la politique de résorption de la dette, « de la dictature des déficits publics », la mort programmée de Lilèt Marigalant. A travers leur plate forme de revendications ils veulent, ils demandent, entre autres :

- ▶ Le maintien de toutes les activités de l'hôpital ;
- ▶ Le maintien de l'industrie sucrière et rhumière ;
- ▶ La mise en place de mesures dans le cadre de la continuité territoriale ;
- ▶ La mise en place d'un véritable dispositif en matière d'emploi et de formation ;
- ▶ L'arrêt de la pwofitasyon sur les prix de l'eau et des marchandises ;
- ▶ Le maintien des services publics et l'égal accès de tous ;
- ▶ La mise en place d'un plan prenant en compte les besoins de la jeunesse.

1er décembre : Grève générale

Pour se faire entendre, ils décident de faire une grève générale le 1er décembre 2011. Ainsi dans le cadre de la grève générale, avec le soutien de LKP, ils manifestent à près de 4 000 dans les rues de Grand-Bourg, soit le tiers de la population et obtiennent le soutien des élus de l'île.

Des manifestants, avec l'appui de leur collectif, campent devant la mairie pour exiger l'ouverture de négociations.

Face à cette détermination

L'Etat français manoeuvre :

La responsable de l'Agence régionale de santé (ARS) annonce la prise de fonction d'un chirurgien pour 2 mois, et un sursis de 6 mois pour l'hôpital. Le préfet annonce l'attribution de 2 millions pour l'usine de Grande Anse.

Le jeune transféré à Pointe-à-Pitre a pu regagner Marie-Galante. Ces annonces saupoudreuses sont faites par voie de communiqués à la presse sans jamais s'adresser au Collectif des Marie-Galantais et ont donc pour but d'affaiblir la mobilisation.

Les présidents des collectivités majeures, quant à eux, tergiversent. D'autres élus font marche arrière notamment ceux de Marie-Galante qui s'étaient pourtant engagés devant la population le 1er décembre. Pendant ce temps, des dizaines de gendarmes débarquent sur l'île et font de la provocation en particulier contre les jeunes.

Ainsi l'Etat, les parlementaires, les élus, jouent la division, le pourrissement, pour légitimer la répression. Ainsi un jeune est arrêté et transféré à Pointe-à-Pître où ils ont tenté de le juger en catimini le 27 décembre 2011.

Qu'est ce qui explique cette attitude des uns et des autres ?

En vérité, tous se placent dans le cadre du respect des institutions coloniales. Nous l'avons encore vu lors du fameux congrès des élus des 8 et 9 décembre à Basse-Terre. Et respecter ce cadre revient à appliquer les mesures et les plans d'austérité contre les travailleurs et le peuple aussi bien à Marie-Galante qu'en Guadeloupe.

Concrètement, cela veut dire que les nombreux élus de Marie-Galante, tout comme ceux de Guadeloupe, ne peuvent prendre aucune décision dans l'intérêt de la population. Cela veut dire bafouer le droit du peuple guadeloupéen à prendre des mesures et des dispositions que la situation de Marie-Galante, de Guadeloupe, exige. Concrètement cela veut dire démantèlement de l'hôpital, fermeture de l'usine, abandon de la construction de l'hôpital de Capesterre-Belle Eau, non-respect de leurs engagements, remise en cause des Accords Bino et du 4 mars 2009 notamment. Telles sont les conséquences.

Konstwi on dot Gwadeloup (construire une autre Guadeloupe)

Les militants de Travayè é Pèyizan affirment qu'il faut se battre pour sortir du carcan colonial qui nous dénie toute responsabilité, toute souveraineté. Sortir de cette nasse nécessite la construction **dè zouti pou on dot Gwadeloup (des outils pour construire une Guadeloupe différente)** et la mise en oeuvre d'un nouveau cadre avec des élus au service du peuple, responsables devant lui et révocables à tout moment.

Sé sans a konba pou « Sanblé Nasyonal a Pèp Gwadeloup » (c'est l'objectif du combat pour rassembler l'ensemble du peuple guadeloupéen).

Travayè é Pèyizan réaffirme qu'il est nécessaire de construire les organes nécessaires à mise en place de ce nouveau cadre, donc à l'exercice de notre souveraineté.

Sé osi sans a lit an nou pou on Pawti a travayè Gwadeloup (c'est également l'objectif de notre lutte pour un parti ouvrier de la Guadeloupe).

Les travailleurs, les jeunes, le peuple de Marie-Galante, le peuple de Guadeloupe ne sont pas dupes. Ils montrent la voie

Ils disent assez de démagogie, non au mépris. Ils réitèrent fermement leur demande d'ouverture de vraies négociations sur la plate-forme de revendications posées depuis le 1er décembre et s'organisent pour faire aboutir leurs exigences. C'est ce qui est exprimé dans leur déclaration du 9 décembre. **Les travailleurs, les jeunes, le peuple de Marie-Galante** ont raison de poursuivre la lutte pour la satisfaction de leurs revendications et celles des travailleurs et du peuple de Guadeloupe. Ce combat ne peut aboutir sans la solidarité active des travailleurs et du peuple de toute la Guadeloupe.

Tavayè é Pèyizan

- Exige l'arrêt de la répression et l'ouverture de véritables négociations sur les revendications des travailleurs et du peuple de Marie-Galante ;
- Appelle ses militants, sympathisants, les travailleurs, la jeunesse, à apporter leur soutien au Collectif de Marie-Galante, à ce combat *davwa Défann Marigalant sé défann tout Gwadeloup ! (Défendre Marie-Galante, c'est défendre la Guadeloupe dans son intégralité)*

Travayè é Pèyizan : Marigalant Ka montré chimen la !

Aider à faire émerger des chimen konsa (des voies telles que celles-là), en fonction des réalités an tout lilèt Gwadeloup (de tout l'archipel de la Guadeloupe), tel est le sens de notre contribution !

Abymes, Janvier 2012

Mise en ligne par : l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples